

Nouveaux Cahiers du socialisme



Cinq ans plus tard... Les étincelles d'espérance du Printemps érable 2012

Pierre Mouterde

Number 18, Fall 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86389ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mouterde, P. (2017). Cinq ans plus tard... Les étincelles d'espérance du Printemps érable 2012. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (18), 205–211.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Cinq ans plus tard... Les étincelles d'espérance du Printemps érable 2012

PIERRE MOUTERDE¹

*L'annonce d'une aurore ardente, Si fragile et ténue, Si petite,
Dans la paume de la main,
Une césure de feu, D'un coup de serpe, Une éraflure de sang léger,
Un carré rouge, Minuscule mémoire,
Qu'on transmet de main en main, Et réveille comme une arme et un serment.
L'annonce d'une aurore ardente²*

*Faire œuvre d'historien ne signifie pas savoir « comment les choses se sont
réellement passées ».
Cela signifie s'emparer d'un souvenir, tel qu'il surgit à l'instant du danger. [...]
Le don d'attiser dans le passé l'étincelle de l'espérance n'appartient qu'à
l'historiographie intimement persuadé que, si l'ennemi triomphe, même les morts
ne seront pas en sûreté.
Et cet ennemi n'a pas fini de triompher.
Walter Benjamin, Sur le concept d'histoire³*

Printemps 2012, printemps 2017 : si on s'en tient aux impressions premières d'un bon nombre de citoyens et de citoyennes du Québec, on n'aura aucune peine à conclure qu'il ne reste pas grand-chose, cinq ans plus tard, du fameux Printemps érable québécois. Ou plutôt qu'il s'agit d'une sorte de rêve lointain, irrémédiablement enfoui dans le passé, en somme bien irréel tant le paysage sociopolitique du Québec de ce début d'année 2017 semble s'être figé autour des poncifs néolibéraux et de leurs pratiques sociales et politiques inégalitaires ; avec qui plus est à l'horizon – pensez à Donald Trump ou à Marine Le Pen – ces tentations populistes et xénophobes de droite chaque fois plus inquiétantes et envahissantes.

Ce qui fait qu'on se trouve loin, très loin de cet « autre monde possible », de ces volontés d'émancipation, de ces bouffées massives de contestation et de rébellion collective qui, au cours du printemps 2012, paraissaient avoir réveillé le Québec de sa torpeur, mobilisé ses forces vives comme jamais auparavant dans l'histoire. À se demander ce qui a bien pu se passer pour qu'on en soit rendu là

1 Sociologue et essayiste.

2 Poème écrit par l'auteur le 18 juin 2012.

3 Walter Benjamin, *Œuvres III. Thèse VI*, Paris, Gallimard, 2000.

aujourd'hui ; ou peut-être plus judicieusement, à s'interroger sur ce qu'il en est de l'exacte portée de ce Printemps érable 2012, de sa vérité profonde !

Pour commencer, il faut rappeler quelques éléments de base, même si en termes de temporalité historique cet événement reste au fond bien proche de nous. En effet, c'est là sans doute la première difficulté : le « présentisme » dans lequel nous baignons aujourd'hui si communément, cette propension collective à ramener tout au présent immédiat et à s'y enfermer nous a fait perdre le réflexe de revenir à l'histoire comme à une indispensable boussole.

Car ce Printemps érable a été tout un événement : quelque chose d'absolument unique en son genre, une sorte de coup de tonnerre dans un ciel serein, un puissant et éphémère mouvement social qui a secoué à l'improviste et pendant quelques mois une société entière, avant de s'étioler et de s'éteindre l'automne suivant comme si de rien n'était. Apparemment aussi mystérieusement qu'il avait pu brutalement surgir des entrailles de l'hiver. Pourtant, si le Printemps érable a été tout cela à la fois, c'est parce qu'il s'inscrivait dans une trajectoire historique donnée, une trajectoire qui, seule, peut nous en offrir des clefs de compréhension, nous en faire apercevoir toute la richesse.

Vous souvenez-vous ?

Souvenez-vous : alors que le gouvernement libéral de Jean Charest décide d'imposer autoritairement des hausses significatives aux droits de scolarité (75 % d'augmentation ou l'équivalent de 1625 dollars étalés sur 5 ans), les trois grandes associations étudiantes du Québec (l'ASSÉ, la FEUQ et la FECQ⁴) appellent à la grève générale. Elles se mobilisent autour d'une revendication rassembleuse et, dans le contexte néolibéral d'alors, passablement radicale, celle d'un « non au dégel des frais de scolarité ! ». Ce qui fait que l'ASSÉ, l'association étudiante la plus déterminée et la mieux préparée, arrive à entraîner derrière elle ses deux consœurs plus modérées dans une mobilisation générale qui ne cessera de grandir et de se radicaliser.

Dès février, les universités et les cégeps vont, les uns à la suite des autres, emboîter le pas de telle sorte que le cercle des grévistes s'élargit et se radicalise, 100 000 le premier mars, 303 000 le 22 mars (sur 420 000 membres étudiants), rassemblant bien vite un large éventail d'étudiants et d'étudiantes de toutes les disciplines qui, avec leur petit carré de feutre rouge à la boutonnière en signe de ralliement, boudent leurs cours, occupent leurs institutions scolaires et se regroupent chaque fois plus nombreux pour manifester dans les rues de la province : « À qui la rue, à nous la rue ! ». De quoi donner naissance, au fil des manifestations monstres, au plus grand débrayage que le Québec n'ait jamais

4 ASSÉ : Association pour une solidarité syndicale étudiante (c'était avec ses 100 000 membres, lors du conflit, la deuxième plus grande association étudiante, avec cependant 70 % des étudiants et étudiantes en grève) ; FEUQ : Fédération étudiante universitaire du Québec ; FECQ : Fédération collégiale du Québec.

connu ainsi qu'à un vaste débat de société sur les vertus de la gratuité scolaire et d'une éducation libérée de l'emprise mercantile.

Après 11 semaines de grève et après avoir cherché à diviser le mouvement ainsi qu'à réprimer ses premières manifestations, le gouvernement libéral se décide enfin, le 23 avril, à entamer des discussions avec les représentantes et représentants étudiants, mais sans faire aucune concession d'importance. Puis, devant l'opposition résolue de leaders étudiants qui parviennent à se tenir unis, il choisit la manière forte en faisant voter, le 17 mai, une loi spéciale, la loi 78⁵, une loi liberticide qui limite le droit de manifester et tente de forcer le retour en classe, amendes salées à l'appui, pendant que sur le terrain judiciaire se multiplient des injonctions pour faire respecter « le droit à recevoir des cours », et que, de leur côté, les chroniqueurs d'une presse aux ordres s'en donnent à cœur joie contre les grévistes partisans de « la violence ».

Mais loin d'arrêter le mouvement étudiant, ces mesures répressives ainsi que le haro médiatique lancé contre lui le stimulent, poussent à sa radicalisation, à la multiplication de ses formes d'action, et surtout, suscitent un vaste mouvement social de solidarité populaire qui, casseroles à la main, descend à son tour dans la rue et prend fait et cause pour les étudiants et leurs revendications, mais aussi pour les libertés démocratiques mises en péril, rendant dans les faits inopérante la loi 78.

Devant l'impasse et la crise sociale qui s'amplifie, le premier ministre libéral, Jean Charest, décide alors fin juin de changer de terrain et d'en appeler pour l'automne à des élections générales, pensant ainsi briser l'élan du mouvement et ramener le débat dans les rails plus classiques de la politique institutionnelle.

Loin cependant de le servir comme il l'aurait souhaité, la manœuvre, si elle lui permet, l'été aidant, d'en finir avec la grève, le conduira cependant à être électoralement battu dans son propre comté, et à voir son parti perdre le pouvoir. Il devra ainsi en septembre céder la place à un gouvernement péquiste minoritaire dirigé par Pauline Marois. Mais si, dès son arrivée, la nouvelle première ministre abolit la loi 78 tant honnie, elle tirera néanmoins habilement profit des difficultés du mouvement étudiant, qui peine à trouver après l'été un second souffle, puis à s'extraire des divisions politiques et électorales qui le traversent⁶. Elle prendra rapidement ses distances vis-à-vis du « gel » tel que défendu initialement par les trois associations étudiantes en imposant, désormais sans rencontrer l'opposition massive et unie des étudiants, une

5 Elle sera répertoriée plus tard sous le nom de « loi 12 ».

6 Ces divisions se sont traduites notamment par le fait que deux des trois principaux porte-parole étudiants ont fini par rejoindre le Parti québécois et par briguer des postes de députés, alors que d'autres courants très actifs de tendance libertaire se méfiaient comme de la peste de toute intervention dans le champ de la politique institutionnelle.

solution intermédiaire, mi-chair, mi-poissons, bien éloignée cependant de leurs aspirations premières : l'augmentation indexée des frais de scolarité⁷.

Résultat de la lutte : si le mouvement étudiant de 2012 a pu mener la mobilisation sociale la plus importante que jamais le Québec n'ait connue, il n'a obtenu que très partiellement gain de cause. Il a certes aidé à faire tomber un gouvernement néolibéral, mais pour ouvrir le chemin du pouvoir au Parti québécois (PQ) qui, malgré ses promesses initiales, a refusé le gel des droits de scolarité, sans même parler du fait qu'il n'a voulu faire aucun pas vers la gratuité scolaire et est vite revenu dans la plupart des domaines à des politiques néolibérales classiques.

Comment expliquer les succès et les limites du mouvement ?

En réalité, la richesse de ce mouvement social tient moins aux résultats concrets et immédiats plutôt mitigés auxquels il est arrivé qu'aux aspirations de changement et aux processus de radicalisation sociale qu'il a révélés et mis en branle ainsi qu'aux leçons pour le futur qu'il permet de tirer pour l'ici et maintenant !

On le voit peut-être mieux avec le recul du temps : le mouvement du Printemps érable est né d'un formidable affrontement entre d'un côté l'arrogance autoritaire d'un gouvernement néolibéral par ailleurs usé et corrompu, et de l'autre la puissance croissante d'un mouvement étudiant qui a su non seulement s'unir autour d'une revendication à la fois rassembleuse et à sa manière radicale, mais aussi trouver des appuis décisifs auprès de larges franges de la population.

À la fermeture autoritaire d'un gouvernement déjà délégitimé est donc venu se heurter l'élan unificateur et ouvert d'un mouvement social qui, suite à sa détermination ainsi qu'à l'habileté de ses porte-parole et aux erreurs de son adversaire, n'a cessé pendant quelques mois de se renforcer et de se radicaliser, permettant ainsi que s'ouvre dans la société québécoise un vaste espace démocratique de contestation sociale radicale totalement inédite.

On retrouve là d'ailleurs la confirmation du fait qu'une société se présente toujours comme un champ de forces instables, comme un ensemble de rapports de force politique déterminés par la place plus ou moins prépondérante qu'occupent divers groupes sociaux aux intérêts contradictoires ou antagoniques, et dont il est possible, quand on intervient habilement, de faire bouger les paramètres de fond. Parfois de manière impressionnante !

C'est ainsi qu'au printemps 2012, s'est renforcé soudain et a pu enfin se faire entendre haut et fort un « pouvoir contre-hégémonique » étudiant et populaire

7 Gabriel Nadeau-Dubois note cependant à ce propos, dans *Tenir tête*, qu'une telle hausse modulée sur le principe de l'indexation n'a pas du tout les mêmes effets négatifs sur les possibilités d'accès « de milliers de jeunes Québécois » à l'université, que la hausse de 75 % prévue par le gouvernement Charest. Il y voit donc une victoire non négligeable du mouvement étudiant. Gabriel Nadeau-Dubois, *Tenir tête*, Montréal, Lux, 2013, p. 141.

surgissant de la société d'en bas, capable de défier pendant quelque temps le pouvoir hégémonique des partisans du « tout au marché néolibéral » et de ses grands oligarques économiques et financiers.

C'est ce qui explique l'émergence soudaine dans l'espace public (dans les médias sociaux, mais aussi dans les médias traditionnels, sur toutes les tribunes) d'un discours critique et audacieux : sur les ravages du néolibéralisme dans l'éducation, sur la nécessité de la gratuité scolaire, sur la valeur d'un savoir non gangréné par les valeurs mercantiles, et puisque la société est un tout, sur les nécessaires changements de cap radicaux que cette dernière devrait prendre. Un discours critique qui soudain prend toute sa place et percole partout, gagne une indéniable légitimité et commence à damer le pion à ses adversaires de toujours en remettant sur le devant de la scène les aspirations égalitaires, écologistes, féministes, humanistes de larges secteurs de la société d'en bas.

On assiste alors à un vaste exercice d'*empowerment* collectif, de politisation accélérée que des milliers de jeunes grévistes vont pouvoir expérimenter personnellement, en découvrant soudain « la puissance commune » dont ils deviennent l'incarnation vivante, capable de « transporter des montagnes » et partant de changer le cours du monde, en empêchant par exemple un gouvernement aux abois de faire appliquer une loi liberticide, ou la police aux ordres de déloger des étudiants de leur université.

Il suffira de rappeler les multiples formes d'interventions et de pratiques, politiques, artistiques, ludiques, existentielles qui n'ont cessé de germer et de fleurir pendant toute cette période partout au Québec, rompant avec les monotonies et normalités de l'ordre établi, ou encore avec le soi-disant individualisme de la génération montante : manifestations quotidiennes de nuit, performances artistiques rebelles, expériences pilotes de télévisions de rue, coups d'éclat courageux contre la répression policière, *sits-in* improvisés, spectacles contestataires, témoignages d'engagements solidaires, manifestations gigantesques, concerts de casseroles, etc., et bien souvent accompagnés des paroles rebelles du poète québécois Gaston Miron qu'on emportait avec soi comme un emblème: « *Nous reviendrons, nous aurons à dos le passé, Et à force d'avoir pris en haine toutes les servitudes, Nous serons devenus des bêtes féroces de l'espoir* ».

Se manifestent enfin, et en syntonie avec cette fièvre transformatrice, ces solidarités outre-frontières qui commencent à se nouer quand le mouvement se met à réaliser qu'ailleurs aussi on lutte pour la gratuité scolaire, on dénonce avec la même lucidité le néolibéralisme, on rêve avec la même passion d'un autre monde possible : au Chili, en Espagne, en France, etc. On vibre à se sentir beaucoup moins seuls, plus encore légitimés dans ce combat !

Des leçons pour l'aujourd'hui ?

Si l'on veut expliquer pourquoi un tel élan collectif, une fièvre sociale aussi contagieuse ont fini par s'étioler, faisant que cinq ans plus tard le Printemps érable ne semble qu'un lointain souvenir, il faut justement revenir à la trajectoire

historique qui a porté ce mouvement ainsi qu'au contexte sociopolitique hostile dans lequel il a émergé.

On le sait, ce dernier n'était guère favorable : au Québec, les forces de droite sont devenues depuis les trois dernières décennies chaque fois plus hégémoniques, et la gauche (toutes tendances confondues⁸) se trouve partout sur la défensive et, qui plus est, profondément désorientée et fragmentée, incapable *a priori* de s'imposer d'une manière ou d'une autre, tant au sein de la société le rapport de force général lui est défavorable. Et cela même si courent en parallèle dans les soubassements de la société d'indéniables malaises et mécontentements, sommeillent de profondes et rebelles aspirations au changement social.

Il est donc nécessaire pour la gauche d'adapter, de modeler en toute lucidité sa stratégie à ce contexte difficile : en regroupant d'abord des forces éparses, en travaillant de manière privilégiée à l'unité, en luttant contre la fragmentation, en s'employant avant tout à élargir ses appuis et à rassembler derrière elle de larges secteurs de la population, mais en le faisant de manière déterminée et résolue, audacieuse et active, sur le mode de la rupture, autour d'une même lutte acharnée contre le néolibéralisme et ses mesures les plus honnies⁹.

Or c'est précisément ce qu'ont fait, ou plutôt ont commencé à faire, les étudiants et les étudiantes en 2012, tout au moins sur le terrain social de la lutte (celui plus spécifique de l'éducation), puisqu'ils n'y sont pas, par contre, arrivés sur le champ plus général de la politique, prélude à l'étiollement de leur mouvement.

Rappelez-vous, ils avaient pourtant intuitivement mis en application toutes les recettes susceptibles dans cette période difficile de faire naître un véritable pouvoir contre-hégémonique en marche : le patient travail militant mené de longue haleine, spécialement par l'ASSÉ, autour de revendications

8 On fait référence ici, dans le cas du Québec, à tous ceux et celles qui, en aspirant à plus d'égalité sociale et en partageant chacun à leur manière des sensibilités féministes, écologiques, indépendantistes et altermondialistes, se trouvent le plus souvent en syntonie avec les aspirations des différents mouvements sociaux ou citoyens (syndicaux, communautaires, etc.) qui animent la société civile d'en bas. Mais à l'heure actuelle, de manière si diversifiée et fragmentée qu'ils ne parviennent pas à faire déboucher ces aspirations égalitaires autour d'une même orientation d'ordre politique.

9 J'ai tenté ailleurs de donner un nom évocateur à cette stratégie, celui de « la rupture démocratique », manière d'indiquer qu'il s'agit aujourd'hui pour les forces de gauche de rompre avec le néolibéralisme, mais en se donnant les moyens dans cette lutte difficile de mettre peu à peu en mouvement, sur le mode de l'*empowerment* collectif et participatif, de larges secteurs de la population, de faire ainsi surgir pas à pas un pouvoir contre-hégémonique alternatif. Ce qui notamment implique de privilégier dans son intervention tout à la fois le champ des urnes et celui de la rue. Voir Pierre Mouterde, *Repenser l'action politique de gauche. Essai sur l'éthique, la politique et l'histoire*, Montréal, Écosociété, 2005 (en particulier le chapitre 5, « Reconstruire le nous, la rupture démocratique », p. 111-133).

potentiellement antinéolibérales; la détermination dans la lutte et la volonté résolue et sûre de son bon droit de « tenir tête » aux représentants d'un gouvernement délégitimé; enfin l'unité, une unité recherchée et maintenue (difficilement, mais maintenue quand même) jusqu'à l'été. Jusqu'au moment où Jean Charest décide de changer de terrain et de ramener la confrontation avec les grévistes dans le champ de la politique institutionnelle.

Or, justement là, pour la société d'en bas du Québec, il n'y avait pas de véritable unité, car les partis politiques d'opposition étaient, soit encore trop petits comme Québec solidaire¹⁰, soit définitivement gagnés par les compromissions néolibérales comme le Parti québécois, pour parvenir à relayer avec force les aspirations étudiantes et les pousser jusqu'à leur terme, de manière à ce qu'elles se muent en victoires indéniables.

C'est là peut-être toute la force et la richesse du Printemps érable : nous rappeler, au cœur de cette période politiquement bloquée et en même temps chaque fois plus inquiétante, qu'il est possible au Québec, puisque ça l'a été il y a tout juste cinq ans, de faire basculer les rapports de force politique en vigueur et de redonner puissance à d'audacieuses volontés collectives d'émancipation. À l'encontre de toutes les hégémonies néolibérales, de tous les découragements et cynismes ambiants !

Davantage encore, depuis le passé d'où il nous convoque, le souvenir du Printemps érable 2012 nous indique *a contrario* le chemin que les forces de gauche, toutes tendances confondues, devraient reprendre pour l'aujourd'hui, et particulièrement en ces temps de néolibéralisme exacerbé où, pour paraphraser Walter Benjamin, « l'ennemi triomphe partout » : celui de l'unité, mais pas seulement celui de l'unité sociale, celui aussi, beaucoup plus essentiel et déterminant, de l'unité politique, qui a justement tellement manqué aux étudiants et aux étudiantes à partir de juin 2012. À la manière d'une sourde aspiration qu'il reste à ceux et celles d'aujourd'hui à parachever, à enraciner et à faire revivre ici et maintenant, au pays du Québec !

N'est-ce pas précisément cela, s'emparer d'un souvenir à l'heure du danger, attiser dans le passé l'étincelle de l'espérance ?

10 Il faudrait ajouter que Québec solidaire, au-delà même de sa petitesse en termes organisationnels, n'avait pas développé auprès du mouvement étudiant de politique collective d'intervention très claire et définie, se contentant de laisser ses militants et ses militantes agir de manière intuitive et individuelle.